



COMMUNIQUE DE PRESSE

09 juin 2022

Nouvelles menaces du polisarrio contre des villes marocaines

L'OMA appelle au démantèlement des camps de Tindouf pour lutter contre le terrorisme rompant dans la zone du Sahara-Sahel

Renouvelle sa demande d'expulsion de la «rasd» de l'Union Africaine



Les menaces répétées du Polisario

Le Polisario, à travers celui qui est appelé « le chef de la milice armée » et qui occupe également le poste de « Premier ministre » du supposé Etat dit « rasd » (république arabe sahraoui démocratique), a une nouvelle fois proféré des menaces très graves à l'encontre du Maroc, indiquant que « tous les territoires sahraouis sont une cible légitime pour « les combattants de l'armée sahraouie » en citant les villes de Smara, Boujdour, Layoune et Dakhla.

Genèse de la nervosité du tandem Algérie/polisario

Force est de constater que ces derniers mois nous avons été témoins de l'extrême nervosité qui a caractérisé aussi bien les responsables du « Polisario » que leur mentor du régime militaire algérien depuis la décision américaine du 10 décembre 2020 de reconnaître la pleine souveraineté du Royaume du Maroc sur l'ensemble de la région du Sahara marocain. Cette nervosité s'est accentuée depuis que l'Espagne, l'ancienne puissance colonisatrice de ce territoire marocain, a emboité le pas à l'Allemagne, à travers un courrier adressé par le chef du gouvernement espagnol au souverain marocain en date du 14 mars 2022 déclarant soutenir le plan marocain d'autonomie du Sahara, ce que l'OMA avait salué à travers un communiqué publié sur sa page Facebook (Organisation OMA-Maroc siège). La Hollande s'est rangée également sur les positions marocaines tandis que La République du Suriname quant à elle a ouvert un consulat général à Dakhla le 26 mai 2022, marquant ainsi également son soutien ferme à la souveraineté du Maroc sur son Sahara et à son intégrité territoriale. A ce jour, le nombre des consulats ouverts dans les provinces du Sud a été porté à 25 (13 à Dakhla et 12 à Laâyoune).

La charte de l'acte constitutif de l'Union africaine bafouée

Cette nervosité des autorités algériennes et de leur protégé, le Polisario, s'est ainsi transformée en hystérie collective des responsables du couple Algérie/polisario. Les menaces clairement proférées de ce mouvement, les diatribes permanentes du régime militaire algérien contre le Maroc, l'accusant de tous les maux dont souffre ce pays, sont loin de contribuer aux objectifs de l'acte constitutif de l'Union africaine (UA) adoptés à Lomé au Togo, le 11 juillet 2000 et notamment son article 3 qui stipule que les adhérents à la charte de l'UA se doivent de :

- Réaliser une plus grande unité et solidarité entre les pays africains et entre les peuples d'Afrique ;
- Accélérer l'intégration politique et socio-économique du continent;
- **Promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité sur le continent;**
- Créer les conditions appropriées permettant au continent de jouer le rôle qui est le sien dans l'économie mondiale et dans les négociations internationales.

Le Maroc, la force tranquille

Le Maroc, tout en se tenant prêt à défendre l'intégrité de son territoire, continue pour sa part de faire preuve de maturité politique, de retenue, de sérénité devant les provocations incessantes du Polisario et de son protecteur l'Algérie. Cette dernière continue à s'attaquer à l'intégrité territoriale de son voisin et à bafouer les règles élémentaires du droit international au lieu de privilégier la négociation, le dialogue dans le strict respect du plan d'autonomie présenté par le Maroc le 11 avril 2007, plan que l'ONU considère comme la base la plus sérieuse, la plus réaliste, la plus crédible pour la résolution de ce différend.

Un développement des provinces sahariennes marocaines touasimuth

Sur le terrain, le Maroc continue le développement multidimensionnel de ses provinces sahariennes selon une croissance exponentielle qui englobe à la fois l'industrie, le commerce, l'artisanat, la pêche... Les villes sahariennes marocaines connaissent en effet une forte dynamique urbanistique, culturelle et une croissance socio-économique et touristique. Par ailleurs, de nombreux investissements tant marocains qu'étrangers ont changé la face des villes et provinces sahariennes où la population vit dans la prospérité, la quiétude et la paix. Universités, centres hospitaliers, infrastructures routières, ports et aéroports, et bien d'autres projets structurants ont été réalisés ou en sont en cours de réalisation, qui feront de cette région un pôle de développement non seulement pour le Maroc, mais aussi pour toute la sous-région et pour toute l'Afrique puisque ses régions sont appelées à être une zone de jonction, de développement et d'intégration économique Sud-Sud et d'axe économique entre l'Afrique et l'Europe.

La reconnaissance internationale matérialisée

Cette croissance que connaissent les provinces sahariennes du Sud englobe également l'aspect diplomatique avec l'ouverture de 25 consulats de pays arabes, africains et américains dont celui des Etats-Unis. Mais au-delà des consulats qui vont favoriser et faciliter la vie aux milliers de voyageurs qui seront de passages sur cet axe ; plusieurs pays ont déjà exploré les opportunités d'investissement dans les provinces sahariennes marocaines. D'autres appellent à ouvrir des représentations dans les provinces du sud. C'est ainsi qu'une pétition lancée par le parti italien « Democrazia e Sussidiarietà » (Démocratie et subsidiarité), appelant à l'ouverture d'un bureau consulaire dans les provinces sahariennes marocaines, est en cours, rapporte la presse du 1^{er} juin 2022. « ...L'Italie devrait aussi courageusement ouvrir sa propre antenne

consulaire, à vocation économique et sociale, dans le sud du Maroc», exhorte ce parti dans cette pétition, partageant sa « conviction » qu'il faut « sauver l'Afrique avec l'Afrique ».

Le lègue empoisonné de la Colonisation

L'ensemble de ses actions en faveur de la souveraineté marocaine sur ses territoires spoliés par les puissances européennes (espagnole et française), suite à la conférence de Berlin et du partage de l'Afrique (1884-1885) et suite à la conférence d'Algesiras (Espagne) du 16 janvier au 7 avril 1906, dont le seul but était de placer l'empire chérifien (Maroc) sous le régime du protectorat contrairement aux autres pays placés sous le régime de colonies, viennent conforter la position légitime du Maroc.

Une marche verte pour la récupération des provinces sahariennes

La marche verte de 1975 initiée et organisée par feu le Roi Hassan II a permis, à travers un élan patriotique unique dans l'histoire du monde, de récupérer de façon pacifique les territoires sahariens sous occupation espagnole. Cette récupération n'a pas été du goût du voisin algérien qui depuis cette date s'évertue à entraver par tous les moyens le parachèvement de la souveraineté marocaine sur ses territoires encore spoliés.

La propagande pernicieuse du couple Algérie/polisario

L'Algérie voulant à tout prix entraver la marche du Maroc vers son indépendance et vers le parachèvement et la libération de ses territoires, et conséquemment l'indépendance de l'Afrique. Elle abrite depuis 1975 à ce jour un mouvement séparatistes, le polisario, sur son territoire en installant des camps de séquestrés sahraouis et des mercenaires de pays limitrophes dans la ville de Tindouf. Cette ville était historiquement marocaine jusqu'en 1934, date de son occupation par la France.

Elle demeure encore sous administration algérienne depuis que la France coloniale l'a rattaché à l'Algérie française, considérée jusqu'en 1961 comme un département français.

Si la propagande du couple Algérie/polisario, et les intrigues de certaines puissances européennes, avaient pu abuser de certains Sahraouis afin de rejoindre le mouvement séparatiste et de les faire installer dans les camps de Tindouf, force est de constater que cette propagande a touché également quelques pays qui, à un moment ou un autre, ont cru devoir reconnaître la supposé « rasd » et même à la faire siéger, en dépit de toute légalité, à l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA).

Il n'y a pas de « peuple Sahraoui » il n'y a que des sahraouis qui habitent le Sahara

De nombreuses personnes ou organismes à travers le monde, ont été également abusés par cette propagande. En jouant sur la fibre d'un « mouvement de libération » opprimé par un « voisin expansionniste » ou encore en arborant le slogan des « droits des peuples à disposer d'eux-mêmes » ou encore de l'« autodétermination du peuple sahraoui », alors qu'il n'y a que des habitants sahraouis (vivant dans l'espace géographique du Sahara) et non un peuple sahraoui qui n'a jamais existé ; l'Algérie qui a usée et abusée de sa manne pétrolière savamment distribuées achevait de convaincre les plus sceptiques, ou récalcitrants ou encore les plus hésitants.

Pourtant tout indique que les Sahraouis sont bel et bien séquestrés dans les camps de Tindouf sur lesquels le polisario exerce une surveillance quasi militaire et permanente interdisant aux habitants toute liberté de mouvement et réprimant sévèrement toute tentative de fuite desdits camps vers le Maroc ou la Mauritanie voisine.

La presse internationale enquête et dénonce

La chaîne d'information israélienne « i24 News », a emboité le pas à d'autres chaînes internationales et

a mis à nu la propagande du polisario en passant en revue les affaires de corruption, de détournements de fonds, de détournement des aides humanitaires internationales, de viol, de génocide et de crimes contre l'humanité auxquelles se livrent ce mouvement et ses responsables. Le chef du polisario n'est-il pas poursuivi par les tribunaux espagnols pour viol, séquestration, kidnapping et exploitation de mineurs ! Le documentaire de « i 24 News » a abordé aussi les connexions du polisario et ses alliances avec des groupes terroristes et extrémistes actifs au Sahel et ailleurs.

La genèse du terrorisme au Sahara-Sahel et Afrique

A l'OMA, nous sommes en droit de nous poser la question légitime de savoir qui est à l'origine du terrorisme dans la région du Sahara, du Sahel et en Afrique ? Est-il nécessaire de rappeler que l'organisation terroriste Al Qaida au Maghreb Islamique, aujourd'hui appelé AQMI, est une organisation créée le 25 janvier 2007 et placée sur la liste officielle des organisations terroristes des États -Unis, Australie et Russie, à cause de sa relation directe avec le mouvement islamiste Al-Qaïda ! Ce dernier a été fondé par le cheik Abdullah Yusuf Azzam (assassiné en 1989) et son élève Oussama Ben Laden (tué le 2 mai 2011 au Pakistan) en 1987.

AQMI est le résultat de la mutation du Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC) créé en septembre 1998 qui lui-même est une mutation du Groupe Islamique Armé, appelé également *Al-Jama'ah al-Islamiyah al-Musallaha* (GIA) créé en juin 1992 au moment de la décennie sanglante de la guerre civile en Algérie. Son but déclaré est de renverser le gouvernement algérien suite au tripatouillage des élections qui ont vu le Front Islamique du Salut (FIS) algérien, formation politique militant pour la création d'un Etat islamique, créé le 26 décembre 1991, arrivé en tête du premier tour des élections en Algérie. Le gouvernement en place décida alors d'annuler le

second tour. À la suite de cette décision, le GIA se lance dans la lutte armée.

Mais ces groupes terroristes ont été infiltrés par les services secrets algériens afin d'en tirer profit en menant des actions subversives. C'est ainsi qu'en dépit de ses racines algériennes, la zone d'opération de cette organisation a dépassé les frontières algériennes pour englober la région désertique du Sahel qui s'étend des régions semi-arides du Sénégal jusqu'à certaines parties de la Mauritanie, du Mali et du Niger.

Le lien entre polsario et terrorisme clairement évoqué

Le lien entre polsario et terrorisme a clairement été évoqué à la 9e réunion de la Coalition internationale contre Daech co-organisée par les Etats-Unis et le Maroc le 11 mai dernier à Marrakech au Maroc. Cette réunion a enregistré la présence de représentants de 84 pays, dont une quarantaine de ministres des Affaires étrangères et les représentants de 400 think-Tank de différents pays.

Les participants à la réunion ministérielle ont adopté des recommandations contenues dans le communiqué final rendu public. Il en ressort, entre autres, l'accent mis sur le nexus existant entre mouvements séparatistes et prolifération du terrorisme.

Le polsario est ainsi, au vu du monde, pointé, du doigt comme étant une organisation terroriste.

Outre le Maroc, il ne cesse de s'en prendre également à l'Espagne depuis que son chef de gouvernement, Pedro Sanchez, a décidé de soutenir le plan marocain d'autonomie du Sahara. Le chef du polsario Brahim Ghali qui a pourtant été admis il y a quelques mois, sous une fausse identité dans ce pays avec un passeport diplomatique algérien, et a bénéficié des soins médicaux en Espagne, ne se gêne pas de menacer Madrid qu'elle «paiera cher son changement de position sur le Sahara».

Au cours de la 16^e session extraordinaire de la Conférence de l'Union africaine sur le terrorisme et

les changements anticonstitutionnels de gouvernement en Afrique, tenu à Malabo en Guinée équatoriale le 28 mai dernier, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine ont, entre autres, réitéré leur «condamnation sans équivoque de toutes les manifestations de terrorisme et de l'extrémisme violent, à travers le continent» et appelle à préserver «l'indivisibilité de la sécurité des Etats africains (...) dans l'esprit des solutions africaines en termes de sécurité».

C'est au cours de cette réunion que le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, a remis sur la table un vieux projet consistant à mettre en place une force militaire panafricaine. Il a fait savoir que « l'Afrique est sans doute le dernier continent au monde à vivre avec une telle intensité du terrorisme... La volonté politique fait défaut, alors que nous avons les moyens et les hommes ».

Position de l'OMA, émanation de la société civile africaine, à propos des fossoyeurs de l'unité africaine

L'Organisation Maroc Afrika, émanation de la société civile africaine créée en 2010, présente et représentée dans une trentaine de pays :

- *Se félicite du comportement responsable et rationnel du Maroc qui continue de faire preuve de sérénité, de maturité politique, de clairvoyance devant les agissements irresponsables et les provocations incessante du polsario et son mentor l'Algérie envers le Maroc ;*
- *Dénonce les dérives du régime militaire algérien et du polsario à l'encontre de la paix et la sécurité en Afrique ;*
- *Condamne avec la plus grande fermeté les menaces à répétition contre le Maroc, l'Espagne, les compagnies aériennes qui desservent les territoires sahariens du sud, par le mouvement*

Terroriste et séparatiste soutenu, hébergé et armé par l'Algérie ;

- *Déplore et dénonce le terrorisme qui prend de plus en plus d'ampleur en Afrique ; soutient les initiatives prises lors des dernières rencontres tenues en Afrique sur le terrorisme ; et appelle les Etats à déclarer le polissario comme groupe terroriste ;*
- *Appelle au démantèlement des camps de Tindouf et le retour à la mère patrie, le Maroc, des Marocains sahraouis séquestrés dans ces camps de la honte en Algérie ;*
- *Appelle l'ONU à se pencher résolument sur la question des droits de l'homme dans les camps de Tindouf ;*
- *Condamne l'utilisation des enfants soldats par le polissario, en violation des conventions internationales, et exhorte la communauté internationale, et en particulier l'ONU, à en faire une priorité ;*
- *Renouvelle son appel à l'expulsion de la « rasd », présumé groupe terroriste qui prend de l'ampleur en Afrique, de l'Union africaine. Le Premier ministre et chef de la milice de ce supposé pays membre de l'UA appelle à s'attaquer à des villes marocaines et à légitimer des attaques terroristes contre le Maroc ;*
- *Alerte certains pays européens qui continuent d'abriter des représentants ou représentations du polissario sur leurs territoires à prendre conscience qu'ils sont en train d'encourager une entité dont l'accointance avec des organisations terroristes est de plus en plus mise en évidence ;*
- *Partage pleinement les propos tenus par le chef de la diplomatie marocaine, Nasser Bourita, notamment le fait de considérer que : « le séparatisme et le terrorisme sont souvent les deux faces d'une même pièce. Ceux qui financent, abritent, soutiennent et arment le séparatisme contribuent finalement à répandre le terrorisme, ainsi qu'à compromettre la sécurité de territoires en paix. Faisons bien attention, encourager le séparatisme, c'est bien être complice du terrorisme ».*
- *Estime qu'aujourd'hui, encore plus qu'hier, le temps pour l'Afrique est à l'union des forces, à l'union des énergies, à l'union des économies, aux partages des efforts et des potentialités et à la promotion de la culture, de la paix entre l'ensemble des pays africains et non à l'encouragement du terrorisme et du sécessionnisme.*

Pour l'OMA
Dr Najib KETTANI
Président fondateur & International